

Mobilisation - Assemblée Générale de SOCFIN

« **Actionnaires de SOCFIN : Arrêtez les accaparements de terres !** »

Les citoyens demandent à la SOCFIN de respecter les droits des communautés locales

mercredi 1er juin 2016

Ce mercredi 1er juin à 10h, des citoyens et représentants d'organisations belges, françaises et luxembourgeoises ont interpellé les actionnaires du groupe belgo-luxembourgeois SOCFIN lors de son Assemblée générale. Ils ont mené une action de protestation en solidarité des communautés affectées, en Afrique et Asie, par les accaparements de terres de la firme agro-industrielle. Après plusieurs requêtes auprès des dirigeants de l'entreprise, les citoyens et les organisations en appellent aux actionnaires du groupe pour faire respecter les droits fondamentaux et les droits fonciers des communautés locales. Des actions similaires ont également été menées par les communautés dans plusieurs plantations du groupe.

[Mobilisation - Assemblée Générale de SOCFIN \(01/06/2016\)](#) from [FIAN B](#) on [Vimeo](#).



SOCFIN est un groupe agro-industriel multinational spécialisé dans la culture de palmiers à huile et d'hévéa (caoutchouc). SOCFIN est contrôlée par l'homme d'affaire belge Hubert Fabri (50,2% des parts) et par le français Vincent Bolloré (39% des parts). Le groupe dispose de sociétés financières et opérationnelles en Belgique, au Luxembourg et en Suisse qui gèrent des plantations dans une dizaine de pays africains et asiatiques. Profitant pleinement de la hausse des cours des matières premières agricoles après les crises alimentaires de 2007/2008 et pariant sur la hausse structurelle de la demande en huile de palme dans les prochaines années, SOCFIN a mené une stratégie d'expansion agressive sur les terres agricoles ces dernières années. Entre 2009 et 2015 les plantations de la société sont passées de 129.658 ha à 185.324ha, soit une augmentation de plus de 40%. Et globalement SOCFIN contrôle près de 400.000 ha de terres.

Cette stratégie d'expansion du groupe a mené à des accaparements de terres dont les impacts sur les conditions de vie des populations locales ont été largement documentés et dénoncés par les associations locales et internationales [1]. Dans plusieurs cas, les conflits fonciers ont déclenché des actions de protestation qui ont parfois été violemment réprimées par les forces de sécurité. Plusieurs leaders locaux ont été arrêtés et condamnés, comme ce fut encore le cas en février dernier en Sierra Leone où 6 leaders de l'organisation locale MALOA ont été condamnés de 5 à 6 mois de prison pour des charges de « conspiration » et de « destruction de palmier à huile ». Des accusations que les leaders de MALOA démentent formellement.

Face aux abus de l'entreprise, les communautés locales se sont organisées au niveau national et international. Dès 2013, une « Alliance internationale des riverains des plantations SOCFIN/Bolloré » a

été mise sur pied. A plusieurs reprises l'Alliance a fait valoir les droits des communautés et a présenté ses revendications au groupe SOCFIN/Bolloré en vue d'une résolution pacifique des conflits, sans réel succès à ce jour. Loin d'accepter un dialogue constructif, les dirigeants de SOCFIN se contentent de déclarer que « [la référence à de tels conflits sociaux relève du fantasme](#) » et se disent « [exaspérés par les actions des ONG alignant les mensonges les uns après les autres à notre sujet, dans le seul but de recevoir plus d'argent](#) ». La même attitude de refus de collaborer a été adoptée face aux Points de Contact OCDE en France et en Belgique dans le cadre d'une procédure pour manquement aux Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales. Par deux fois en 2015 les dirigeants de SOCFIN ont refusé de se présenter devant le Point de Contact belge, qui a déploré cette situation dans un communiqué officiel [2].

Dans ce contexte, les citoyens et les organisations présents à l'Assemblée générale de SOCFIN ont rappelé leur solidarité avec les communautés locales et demandent aux actionnaires de faire pression sur les dirigeants de l'entreprise pour respecter les droits des communautés locales et trouver des solutions durables aux conflits sociaux.

Les citoyens et organisations en ont également appelé à la responsabilité de leurs gouvernements. Ils demandent que les Etats (tant ceux où siègent les investisseurs que ceux où les investissements ont lieu) mettent fin aux accaparements des terres, respectent les droits des communautés et mettent en œuvre les directives sur la gouvernance foncière (FAO 2012).

Contact presse :

FR : Stéphane Desgain (+32 475 76 90 61)

NL : Thierry Kesteloot (+32-2-501.67.55)

Signataires :

- Meng Landwirtschaft, collectif de 22 organisations luxembourgeoises
- CNCD-11.11.11
- ReAct
- GRAIN (en soutien)
- FIAN Belgium
- SOS Faim
- AEFJN
- Entraide & Fraternité
- Mouvement d'Action Paysanne (MAP)
- Quinoa
- CADTM
- Aide au développement Gembloux (ADG)
- Oxfam-Solidarité

Notes

[1] Pour un aperçu des rapports disponibles : <http://projet-react.org/v2/plantations-socfinbolloré/>

[2] Voir le communiqué http://economie.fgov.be/fr/binaries/Communiqu%C3%A9%20Socapalm-Socfin-Socfinaf_tcm326-274097.pdf. Dans un nouveau communiqué de février, le PCN mentionne que SOCFIN semble finalement prête à reprendre le dialogue mais aucune réunion ne s'est tenue jusqu'à ce jour.